



# Alimentons2012.fr

## Commençons localement dès maintenant

Tous les 7 ans, à cause de l'artificialisation des sols, la France perd l'équivalent de la superficie d'un département en terres cultivables ; chaque semaine 200 fermes en moyenne disparaissent au profit de l'agrandissement d'autres d'exploitations ou de l'urbanisation. La France compte environ 8 millions d'obèses et 3,2 millions de personnes qui ont recours à l'aide alimentaire, de façon intermittente ou permanente. La plupart de nos aliments ont parcouru des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans notre assiette.

**Faire de l'alimentation une priorité est un projet de «haute nécessité» démocratique. Notre alimentation, comme les terres agricoles, ne sauraient demeurer un enjeu de spéculation commerciale et boursière.**

En nous dépossédant de notre rapport à l'alimentation, l'agro-industrie nous prive toujours plus du savoir produire, conserver et cuisiner les aliments. Elle mutile notre rapport aux sols, aux territoires et aux saisons. Elle nous prive des liens sociaux associés à la production, à l'échange et à la consommation de nourriture. Reconquérir notre rapport à l'alimentation, c'est sortir de l'agriculture pétrochimique, c'est retrouver la liberté de développer des activités riches en emplois utiles, capables de rendre l'économie plus équitable.

Se réapproprier son alimentation, c'est retrouver le goût des choses, du vivant, des idées et des relations sociales qui façonnent notre vie quotidienne en lui donnant sens et saveur, c'est retrouver le goût de penser par soi-même et le plaisir des repas partagés.

Se nourrir est un enjeu vital pour un habitant sur six de la planète qui souffre de la faim. Reconquérir notre rapport à l'alimentation c'est refuser que le plus grand nombre d'entre nous ne se voit contraint à une alimentation de qualité médiocre, carencée, voire nocive à sa santé.

Il appartient aux populations, aux institutions et aux organisations sur leurs territoires, au nord comme au sud, de s'approprier la souveraineté alimentaire.

Reconquérir notre rapport à l'alimentation c'est :

- peser sur les plans et les pratiques d'aménagement local afin de préserver et développer les terres à vocation agricole et vivrière, la biodiversité et l'environnement.
- remettre en cause les schémas d'urbanisation, qui dissocient l'espace en zones spécialisées (habitation, travail, loisir, agriculture, commerce...), qui muséifient les centres villes et qui enlaidissent et dénaturent les périphéries des villes.
- permettre aux paysans, artisans et commerçants d'ici et d'ailleurs de vivre dignement de leur travail.
- offrir à chacun la possibilité de produire et consommer une alimentation saine et équilibrée en reconstruisant du lien entre ville et campagne.
- aménager des jardins collectifs dans les centres urbains, réinstaller à proximité des ceintures vertes suffisantes pour une production locale de produits frais, variés et de saison
- prévoir d'installer des commerces indépendants et des écoles à proximité des lieux d'habitation pour s'y rendre sans avoir besoin d'utiliser une voiture.
- donner aux paysans la possibilité d'écouler l'essentiel de leur production localement et aux consommateurs de trouver facilement leur nourriture produite à proximité.
- garantir par le droit, aux agriculteurs, aux jardiniers et aux artisans semenciers de produire, d'échanger et de commercialiser des semences paysannes.

- participer à des initiatives de production, de transformation et de commercialisation, qui valorisent les métiers et les savoirs faire locaux.
- améliorer la qualité de la restauration collective dans les lieux publics (écoles, hôpitaux, maisons de repos..) en mettant en place son approvisionnement local.
- réformer le code des marchés publics en prévoyant des clauses territoriales.
- faire avancer l'idée de lier au droit au logement un droit d'accès à un lopin de terre vivrier, individuel ou collectif.
- lancer le débat sur l'aménagement du temps de travail pour manger mieux.

Ces engagements sont plus que jamais d'actualité. Leur mise en œuvre, indépendamment d'un calendrier national et international, repose sur une réelle volonté politique d'agir localement dès maintenant.

En 2009, lors des élections européennes, nous avons lancé « alimentons l'Europe », une campagne d'interpellation des candidats aux élections européennes pour repeupler l'Europe de paysans. Aux élections régionales, nous avons poursuivi notre action par une nouvelle interpellation sur la manière dont les élus, dans les territoires, déclinent précisément leurs engagements en matière de politique foncière et de création d'emplois pour les jeunes dans les filières locales d'alimentation saine.

Parce que nous prenons l'engagement politique au sérieux, nous attendons donc, de toutes les formations engagées dans la préparation des échéances électorales de 2012, qu'elles rendent public le bilan des actions concrètes et des initiatives conduites par leurs élus dans les territoires en matière de foncier agricole, d'installation paysanne et de développement des filières locales d'alimentation saine.

Faire parler les actes dès maintenant, c'est la meilleure façon de crédibiliser les discours et les annonces à venir.

Nous nous engageons à publier les réponses qui nous seront parvenues sur le site [www.alimentons2012.fr](http://www.alimentons2012.fr).

Le 10 octobre 2011.

Minga, Nature et Progrès,

*Premiers signataires :*

**Organisations :**

*Alliance Provence, réseau régional des AMAP de PACA, Comité National de Liaison des Régies de Quartier, Réseau Semences paysannes, Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, Frères des Hommes, Bio Consomm'acteurs, Bio Consomm'acteurs Provence, Association filière paysanne, RECIT (Réseau des écoles de citoyens), Euskal Herriko Laborantza Ganbara (Chambre d'agriculture du Pays basque), CFSI - Comité français pour la solidarité internationale, MIRAMAP (Mouvement Inter-Régional des AMAP), FADEAR (Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural), RES (Réseau Environnement Santé), Confédération Paysanne, SUD Rural-Équipement, Collectif No-Palme, Les Jardins Familiaux Lorguais, APEAS (agence provençale pour une économie alternative et solidaire), Réseaux citoyens de St-Etienne, Alliance pour la Santé, Souffleurs d'Ecume / Ecoscience Provence, Collectif de Défense des Terres Fertiles, Amis de la Terre, Aspro-Pnpp (Association pour la PROMotion des Produits Naturels Peu Préoccupants), Les paniers marseillais, Les Amis de la Confédération paysanne, les petits débrouillards, association territoriale des CIGALES d'Ile-de-France, FNCIVAM (Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural), Réseau Écobâtir (le réseau des acteurs de la construction écologique), Assemblée des Citoyens du Monde, FCPE Lycée/ collège Privas, Jeunes Agriculteurs*

**Personnalités :**

*Jean Gadrey (professeur d'économie), Michel Onfray (philosophe), Marc Dufumier (ingénieur agronome et professeur à AgroParisTech), Edgar Morin (philosophe), Philippe Desbrosses (agriculteur, docteur en Sciences de l'Environnement), Jacques Testart (chercheur biologie), Bernard Perret (ingénieur et socio-économiste), Pr Henri Joyeux (Chirurgien-Cancérologue, spécialiste international des relations "Alimentation et Maladies de Civilisation"- Faculté de Médecine de Montpellier), Christian Vélot (Enseignant-Chercheur en génétique-Docteur en biologie), Christian Jacquiau (économiste), Pierre Besse (paysans, membre du conseil d'orientation du Miramap), Dr Jean-Loup Moysset (cancérologue oncologue fondateur de l'association RESSOURCE), Denis Lairon (Docteur ès sciences, Directeur de recherche à l'INSERM), Mickael Poillion (agriculteur),*

**Alimentons2012**

**C/O Minga**

**9 rue de la nouvelle France - 93000 Aubervilliers**

**[www.alimentons2012.fr](http://www.alimentons2012.fr) - [contact@alimentons2012.fr](mailto:contact@alimentons2012.fr)**